

Imputabilité et diplomatie

Les pays qui constituent le système international peuvent être comparés aux citoyens des pays démocratiques. Les régimes internationaux que nous avons établis exigent des pays qu'ils se comportent en citoyens responsables, tout comme nos démocraties comptent sur le civisme de leurs populations. Le système international peut fonctionner même si certains pays se montrent irresponsables; tout comme les démocraties peuvent aller de l'avant même si leurs populations ne sont pas parfaites. Toutefois, le civisme de tous est l'objectif des démocraties, et il devrait être aussi celui de la communauté internationale.

Et, sur ce point, l'État nation reste essentiel. Les milieux dans lesquels nous évoluons, aussi bien au pays qu'à l'étranger, ont certes beaucoup changé, mais une exigence demeure : celle de l'imputabilité, de l'existence d'un centre de responsabilité. Dans nos États démocratiques, nous tenons le gouvernement comptable de la façon dont nous sommes organisés et travaillons ensemble, en dépit des contraintes et autres pressions qui pèsent sur lui. Il doit en être de même pour les affaires internationales, en dépit de la mondialisation et de la montée en puissance des sociétés multinationales et des institutions multilatérales. Le dernier mot n'appartient pas encore et ne devrait probablement jamais appartenir à IBM, ni à la Banque de Montréal, ni même à la Banque mondiale.

Pour encourager les États à se montrer responsables, il faut d'abord être présent sur place, même parfois dans les endroits les plus reculés. Cet « acte de reconnaissance » est en soi une contribution à la stabilité et à l'intégrité internationales; il proclame que tous les pays sont citoyens de la communauté des nations et qu'ils peuvent tous jouer un rôle positif même s'ils choisissent de ne pas le faire. Et, dans ce dernier cas, qu'ils sont sous surveillance. Cette importante présence à l'étranger, ce sont les diplomates qui continuent de l'assurer, au service de leur pays et de tous ceux qui préfèrent l'ordre au chaos, le droit à la force.

Tant que les peuples tiendront leurs gouvernements comptables de la promotion de leurs intérêts dans un monde constitué d'autres États-nations, nous aurons besoin de la diplomatie et nous aurons besoin des diplomates.

Autrement, imaginez un pays dont les citoyens s'échoueraient et seraient abandonnés sur des rivages étrangers, un pays incapable de négocier et d'améliorer sa situation face aux complications d'un régime réglementaire international. Imaginez des populations sans gouvernail, incapables de comprendre les actions de nos amis et alliés ou les intentions de nos concurrents et ennemis - existant dans un pas-si-splendide isolement.

Comme le remarquait déjà Phillips en 1910, des éléments importants de la diplomatie sont en train de changer et cette évolution se poursuivra. Je suis convaincu que nous, qui dirigeons les services diplomatiques de nos pays, saurons imprimer à la profession les mutations voulues pour lui permettre de relever les défis de demain.

Je vous remercie.